

prêt à obéir et à l'aider de mes conseils. Ce ne sont pas là des propositions d'un homme sans patriotisme et qui aime le pouvoir. Les offres que j'ai faites, je les renouvelle aujourd'hui; car je ne tiens pas le moins du monde à conserver le portefeuille; ce n'est aucunement dans mes goûts: j'ai été trop longtemps de l'opposition pour aimer le pouvoir.

(L. supp., 4^{or} avril.)

M. VAN DE WEYER (ancien ministre des affaires étrangères): Je suis surpris qu'on ait pu considérer la question que j'ai soulevée comme une question de personnes. Je déclare pour moi que je n'ai vu qu'une question de choses. Il s'agissait de l'indépendance de la Belgique. Il y a huit jours le préopinant en désespérait, aujourd'hui il est, messieurs, avec ses nouveaux collègues pour en assurer le maintien; il en résulte que l'honorable membre a trouvé pour cela d'autres moyens que ceux qu'il connaissait il y a huit jours. Toujours est-il qu'il ne s'agissait pas d'une question de personnes, mais de l'existence de la Belgique comme État indépendant, et j'ai dû demander des explications.

(L. supp., 4^{or} avril.)

M. LEBEAU, ministre des affaires étrangères: Il faudrait d'abord s'entendre sur la définition des mots avant de discuter sur les choses. Et moi aussi je veux autant que qui que ce soit, et je crois l'avoir assez prouvé, l'indépendance de mon pays. Mais je ne veux pas son indépendance à tout prix; je n'en voudrais pas avec le roi déchu; je n'en voudrais pas avec une restauration qui nous rendrait la fable et la risée de l'Europe; et si nous ne devons l'espérer qu'avec cette odieuse combinaison, ah! je n'hésiterais pas à préférer mille fois la réunion à la France. Or il me semble qu'un ministre accablé de travail, pressé de s'expliquer sur la situation du pays, alors qu'il voyait de toute part conspirer ouvertement pour appuyer le retour du prince d'Orange, a pu parler de faire un appel à la France, sans être un ennemi de l'indépendance nationale. Je le déclare donc, nous la voulons tous cette indépendance; mais mille fois plutôt la réunion à la France que d'acquiescer l'indépendance au prix d'une restauration.

(L. supp., 4^{or} avril.)

M. JOTTRAND: J'admets qu'il ne faut pas de l'indépendance à tout prix, mais je ne pense pas que ce ne soit que par un seul moyen que nous puissions la conserver. Il en est un auquel il faut avant tout songer, c'est la guerre avec la Hollande. (*Marques d'assentiment.*) Il faut que le ministère adopte une marche ferme à l'intérieur, qu'il dirige avec dignité les relations extérieures et qu'il ose dire, non pas. Nous voulons de l'indé-

pendance à tout prix; mais, Nous en voulons, même au prix d'une guerre avec la Hollande. (*Bravos dans l'assemblée et dans les tribunes, agitation prolongée.*)

(L. supp., 4^{or} avril.)

Proposition ayant pour objet la nomination d'une commission des finances.

M. CHARLES DE BROUCKERE, ministre des finances: Messieurs, dans les premiers jours du mois de mars, je proposais au congrès deux moyens de subvenir aux besoins de l'État: l'un ne fut pas approuvé par vous; l'autre n'a pu encore se réaliser. Cependant des offres m'avaient été faites, et si elles n'ont pas été tenues, c'est à cause de la dépréciation des fonds publics. Du 1^{or} au 7 mars, les fonds français ont fléchi de 90 à 83, et depuis cette époque le gouvernement français a parlé de faire un emprunt de 200 millions. Dans ces circonstances, je viens vous proposer de nommer une commission d'enquête pour constater l'état de nos finances et pour juger, si la nation est obligée de s'imposer de nouveaux sacrifices, des meilleurs moyens à prendre pour cela. Je ferai à cette commission toutes les communications relatives à la négociation de l'emprunt. Mon but n'est point d'éviter par là la publicité; car on sentira aisément que divulguer les négociations commencées, ce serait en amener la rupture. Je n'ai pas cru devoir accepter les conditions qui m'ont été faites; mais la commission que vous nommerez pourrait en penser autrement: je demande donc qu'elle soit nommée afin qu'elle se mette immédiatement en rapport avec moi.

(L. supp., 4^{or} avril.)

M. DE ROBAUX: Je crois devoir m'opposer à la proposition insolite de M. le ministre des finances. On vient toujours nous faire des propositions dont on ne peut prévoir ni le but ni la fin: je voudrais qu'avant de nous faire de semblables demandes, le ministère nous expliquât franchement la marche qu'il se propose de suivre: je voudrais qu'il nous fit part des mesures qu'il a prises, après trois jours de dévastation sur toute la surface de la Belgique, pour punir les auteurs de pareils désordres et pour en empêcher le retour. Il y a eu une conspiration flagrante pour opérer une contre-révolution; des hommes ont été jetés dans les fers, pourquoi n'a-t-on pas fait connaître le résultat des enquêtes? J'avais demandé des améliorations dans les administrations diverses; plusieurs autres membres l'avaient demandé comme moi, on a été sourd à nos prières. Est-il étonnant que des conspirations se trament sous